


Événement de 2009 à Ambositra : une prise du pouvoir des natifs de la région

 Mahambina Andrianarimanana@

ASCH-IAL, École Doctorale GOUVSOMU, Université de Fianarantsoa, Madagascar

Received: 30/09/2024

Revised: 25/11/2024

Accepted: 08/12/2024

Citation (APA)

Andrianarimanana, M. (2024). Événement de 2009 à Ambositra : Une contestation vers la prise du pouvoir des natifs de la région. *Revue d'Études Sino-Africaines*, 3(3), 102-117. <https://doi.org/10.56377/jsas.v3n3.0217>

Résumé

La région Amoron'i Mania, berceau des intellectuels fianarois, est reconnue aussi dans le rôle qu'elle joue au niveau de la vie politique depuis toujours. Durant la présidence de Ravalomanana, la « merinisation » et la « F.J.K.M. isation » qui caractérisaient le régime a aussi régné à Ambositra. Les dirigeants de la Région étaient à l'époque presque tous des Merina et adeptes de la F.J.K.M. au détriment des natifs titulaires de l'« anarandray ». Mais, les déboires de la population, l'exclusion de la Commune Urbaine d'Ambositra par le pouvoir central durant le régime Leader Fanilo (2004-2007) entraînaient en 2009 la contestation du pouvoir. L'aura d'un religieux catholique à la tête d'un comité appelé K.M.D.A., dont tous les membres étaient natifs de la région a accéléré les événements de 2009. L'opposition politique a pris une forme d'extrême violence : pillages et incendies du Service régional des eaux et forêts et du siège du Tiko. Les dirigeants déchus ont pris la fuite. L'administration de la Commune Urbaine n'a pas été touchée par cette insurrection, du fait que la majorité des dirigeants de cette Commune sont natifs de la région. Après les événements de 2009, ce furent les membres du K.M.D.A. qui se sont emparés de l'autorité politique dans la région Amoron'i Mania.

Mots clés : *Anarandray*; Contestation; Ethnie; Foule; Migrant.

2009 event in Ambositra: a seizure of power by the region's natives

Abstract

The Amoron'i Mania region, the birthplace of intellectuals in Fianarantsoa, is also renowned for the role it has always played in political life. During Ravalomanana's presidency, the "merinisation" and "F.J.K.M. isation" that characterized the regime also reigned in Ambositra. At the time, the region's leaders were almost all Merina and followers of the F.J.K.M., at the expense of the native holders of the "anarandray". However, the population's setbacks and the exclusion of the Ambositra Urban Commune by the central government during the Leader Fanilo regime (2004-2007) led to the government being challenged in 2009. The aura of a Catholic cleric at the head of a committee called K.M.D.A., whose members were all natives of the region, accelerated the events of 2009. Political opposition took the form of extreme violence, with looting and burning of the Regional Water and Forestry Service and Tiko headquarters. The deposed leaders fled. The administration of the urban community was not affected by this insurrection, as the majority of the Commune's leaders are natives of the region. After the events of 2009, it was the members of the K.M.D.A. who seized political authority in the Amoron'i Mania region.

Keywords: *Anarandray*; Contestation; Ethnic group; Crowd; Migrant.

I. Contexte /Introduction

A Madagascar, l'article de Razafimandimby (Razafimandimby, 2011, p. 46), qui renforce l'ouvrage d'André Dumont paru en 1962 intitulé : « L'Afrique noire est mal partie » mérite d'être actualisé. La multiplication des crises comme en Algérie et Côte d'Ivoire attestent cette « théorie ». Pire encore, Razafimandimby rajoute aussi que les problèmes politiques s'ajoutent aux difficultés économiques. Une instabilité politique qui perdure aura certainement ses impacts négatifs sur le plan économique.

Madagascar est aussi un pays victime de ces crises politiques cycliques pendant les quatre Républiques successives. Sylvain Urfer confirme que les dirigeants sont les acteurs principaux produisant les crises cycliques qui minent la Grande-île depuis l'indépendance (Urfer, 2010, p. 37,38) . Les dirigeants successifs ne font que renforcer leurs pouvoirs en interdisant l'opposition. Selon un article de la Revue de l'Océan Indien (Andriamanambe, 2011, p. 4), en entrant dans la quatrième République et le deuxième cinquantenaire de Madagascar, nous devrions pouvoir limiter la force du pouvoir exécutif. Des institutions de balise comme l'opposition politique devraient être institutionnalisées. En parlant de cette opposition politique, Lucile Rabearimanana (Rabearimanana, 2010, p. 40,43) a répondu la question suivante : comment est la vitalité de l'opposition durant les trois Républiques face aux dirigeants ? D'après elle, l'opposition subsiste toujours à Madagascar depuis l'indépendance mais sa contribution en tant que balise des dirigeants change trop souvent.

Concernant les crises politiques à Madagascar, Raharizato Gilbert centralise sa vision sur la manifestation de 2002. Selon lui, en politique, « on élimine tous les adversaires qui risquent de bloquer la route vers le laka, pour la victoire finale » (Raharijato, 2008, p. 188). Le travail de Didier Galibert (Galibert, 2009, p. 139,151) se focalise lui sur la crise de 2009. Le conflit entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana se distingue des crises politiques de 1991 et de 2002 par le caractère massif des pillages ainsi que l'usage des armes par les forces de l'ordre au cœur de la capitale. Depuis bien longtemps, des antagonismes ethniques et régionalistes existent à Madagascar, même dans le domaine politique. Robert Archer et Pascal Chaigneau sont des exemples qui concentrent leurs travaux sur ce phénomène. Dans son livre, *La marche vers la révolution*, publié en 1976, Robert Archer a soutenu que « le régime du Président Tsiranana a été en fait renversé par la bourgeoisie merina. Mécontente d'être exclue du pouvoir politique, insatisfaite de sa position dominante dans la haute administration, elle aurait redouté la montée en puissance de la bourgeoisie côtière » (Deleris, 1986, p. 26). Le rôle des églises dans la vie politique actuelle, la place qu'occupent les considérations ethnicistes et régionalistes dans le champ politique sont des sujets de réflexions approfondies de l'évolution politique malgache depuis la période coloniale. Et selon Pascal Chaigneau, « L'antagonisme Merina-côtières trouve ses fondements dans le fait que les Merina, favorisés par le régime colonial, dépositaires des valeurs culturelles et morales de la période précoloniale, continuent de fournir les cadres les plus marquants de l'administration et du secteur privé » (Chaigneau, 1985, p. 18).

La région Amoron'i Mania (Betsileo Nord) est une zone de jonction entre l'Imerina et le Betsileo dont chacun possède sa propre culture. La division Betsileo du Nord et Betsileo du Sud ne correspond à aucune distinction tribale ou ethnique, bien que, souvent, la population de chaque subdivision se croit être plus betsileo que les autres (Rasamoelina, 2007). En réalité, au plan socio-

spatial, on pourrait parler que la région Amoron'i Mania est une zone de confluence culturelle, en ce sens que son histoire comporte des références témoignant de la rencontre de modèles de culture en « vases communicants », du fait qu'il s'agit d'une zone limitrophe entre les deux ensembles betsileo et merina, et plus particulièrement les sous ensemble voisins. C'est pourquoi, il y a souvent des conflits entre les deux dans tous les secteurs, en particulier dans la politique.

A la recherche de ce qui pourrait être un nouveau thème pour la réflexion sociologique, nous focaliserons notre recherche sur la manifestation de 2009 à Ambositra. La région Amoron'i Mania se distingue aussi par la grande importance accordée à l'anarandray : « Ny anarandray tsa afify ». Cette tradition locale a beaucoup marqué les événements de 2009 à Ambositra. Cet article a donc pour objectif d'informer et de réfléchir sur l'intégration de ce concept en politique. Comment se manifeste alors cette fusion de l'« anarandray tsa afify » dans l'événement politique de 2009 à Ambositra ? On va dire que le mouvement de 2009 à Ambositra s'est inscrit beaucoup plus dans la contestation que dans l'opposition : cela a été formellement plus une émeute qu'autre chose, où les dirigeants en place et les prétendants au pouvoir, natifs de la région, se sont par la suite disputés la direction de la ville, la direction de la région d'Amoron'i Mania ainsi que l'appartenance à d'autres organes de la transition (gouvernement, congrès, conseils, ...). Avant de présenter les résultats de la recherche, nous insisterons sur les matériels et méthodes. D'abord, nous allons expliquer la ténacité des participants à la manifestation populaire à Ambositra en 2009. Ensuite, le renversement des migrants par les natifs sera abordé. Et puis, nous décrirons les organisations dans les manifestations ; ensuite, les caractéristiques des leaders politiques. Enfin, nous analyserons successivement les facteurs de la crise politique à Madagascar ; le rôle attendu des agents politiques et la voie vers le dialogue des cultures.

I. Méthodologie

Nous avons choisi prioritairement l'enquête par questionnaire. Dans le manuel de recherche en sciences sociales, Raymond Quivy et Luc van Campenhoudt ont déclaré que : l'enquête par questionnaire à perspective sociologique se distingue du simple sondage d'opinion par le fait qu'elle vise la vérification d'hypothèses théoriques et l'examen de corrélations que ces hypothèses suggèrent (Quivy & Campenhoudt, 1995, p. 140). L'enquête est avant tout utilisée pour récolter les informations dont on a besoin, celles qu'on ne trouve nulle part ailleurs.

A priori la méthodologie de l'enquête qui suit l'approche socio-anthropologique n'est pas un sujet de faveur. L'étude simultanée de la sociologie et de l'anthropologie va mettre en évidence deux phénomènes essentiels à la compréhension des sociétés qui ont été « en contact » avec les sociétés occidentales, ... et qui en sont sorties profondément modifiées (acculturées) (Belloncle, 2004, p. 140).

Etant donné qu'une enquête est aussi un moyen de se faire connaître en tant que chercheur et d'avoir une image sympathique, plutôt ouverte, il faut la préparer. Pour la préparation intellectuelle, nous avons recherché des documents dans les bibliothèques, en particulier sur internet et collecté des informations dans les mass médias. Pour la préparation matérielle, un questionnaire bien présenté est le matériel idéal. Après la préparation, la descente sur terrain est considérée comme des travaux de laboratoire pour vérifier la pertinence des hypothèses que nous avons déjà indiqués. A propos de la technique d'échantillonnage, l'échantillon par quotas a été utilisé pour une meilleure représentativité possible de l'échantillon. Cet article traitant un thème socio-politique, les acteurs politiques sont les plus ciblés. La ville d'Ambositra est un pourvoyeur de cerveaux de Madagascar. Alors, on a pris quelques intellectuels parmi les enquêtés. La Commune Urbaine est caractérisée par un grand nombre de

commerçants, donc on a à les rencontrer ainsi que des entrepreneurs. Ambositra étant réputée en tant que capitale de l'artisanat à Madagascar, des entretiens ont été tenus avec les artisans. Et puis, du fait que la région Amoron'i Mania accorde une très grande importance à l'anarandray, alors deux Tompon'anarandray ont été également enquêtés. Enfin, comme la communication joue un rôle important dans la vie politique, et que la presse joue le rôle d'un quatrième pouvoir, des journalistes ont été aussi enquêtés. Le reste des interviewés (ouvriers et autres, ...) a complété l'enquête pour enrichir les idées.

2. Résultats et discussions

2.1 La ténacité de la manifestation populaire

Après la manifestation politique d'Antananarivo, le mouvement populaire de 2009 à Ambositra avait été considéré comme tenant le deuxième rang par ordre d'importance : trois personnes ont été tuées dans la répression faite par les forces armées le 03 Mars 2009, des sièges administratifs, des magasins sont pillés et incendiés. Un résultat remarquable de la recherche réalisée en 2011 est la lutte acharnée menée par les politiciens locaux pour l'accès au pouvoir et l'obtention des sièges, en particulier les notables locaux (Tompon'anarandray).

2.1.1 Début de la grève générale

Le mouvement a évolué progressivement. La grève générale lancée par le « Komity Manohana ny Demokrasia eto Amoron'i Mania » (K.M.D.A.) n'a été en général régulièrement suivie à Ambositra que depuis le lundi 2 Mars 2009. Les manifestants ont mis en place deux barrages de contrôle, à l'entrée et à la sortie de la ville pour empêcher les éventuelles interventions des forces de l'ordre venant de l'extérieur. La démission du Chef de Région René Rasolofoarimanana reste la principale revendication des manifestants d'Amoron'i Mania. « Nous réclamons son départ afin d'évincer un complice de Marc Ravalomanana. Mais il n'a pas voulu nous faire face. La grève générale continue », a déclaré le mardi 02 Mars au soir un co-dirigeant du K.M.D.A. (Komity Manohana ny Demokrasia eto Amoron'i Mania). Il a confirmé qu'outre la fermeture des bureaux et écoles, l'enlèvement des photos de Marc Ravalomanana exposées dans les différents lieux de travail est aussi ordonné. « Cela marque le changement que nous réclamons par le biais de la manifestation », a-t-il ajouté. (Rakotorahalahy, 2015, p. 80),



Une stèle pour le souvenir des trois personnes mortes durant la manifestation, placée à Antampon'i Vinany Ambositra

Photo : Mahambina

2.1.2 La réaction de l'administration face à ce mouvement collectif

Les membres du parti TIM ne pouvaient pas agir de façon active par peur de la confrontation. Le parti Tiako I Madagasikara » était limité dans la capitale de Madagascar par le TIKO Antananarivo lorsque Marc Ravalomanana est élu Maire de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Le TIM date seulement de 3 mois, avant l'élection présidentielle du 16 Décembre 2001. Durant le régime Ravalomanana, le TIM prédomine dans toutes les institutions de l'Etat. Du fait que la revendication s'adressait plus particulièrement au niveau de la région, la réaction de l'administration au niveau de la Commune Urbaine d'Ambositra était confuse. Le Chef de région René Rasolofoarimanana n'a seulement prononcé qu'un discours à la radio. Dans ce discours, il a répondu aux manifestants sur les ondes de la Radio locale en modulation de fréquence Feon 'i Mania (FM) 104 uniquement le mardi 3 Mars à 19 heures. Il s'est montré ouvert à la collaboration : « Je ne peux pas démissionner puisque j'ai déjà fourni des efforts pour l'intérêt de la circonscription. L'exercice de notre fonction est aussi régi par la loi », a-t-il soutenu. En outre, dès les débuts de la contestation, même les entités traditionnelles comme les « Tangalamena » ont été appelées à la rescousse pour soutenir le pouvoir (Rakotorahalahy, 2015, p. 80). Il n'avait pas rejoint son bureau depuis le début des événements. La fusillade des forces de l'ordre, à la suite de l'interdiction de manifester ordonnée par les autorités civiles, a fait trois (03) morts à Ambositra. Selon le Commandant Razanamanga Joseph et le Commissaire de police Tafeno-Roly Aimé, l'ordre de tirer vient toujours de l'instance supérieure, soit civile, soit militaire. Ils ont réaffirmé que les forces de l'ordre ne sont pas des forces de répression.

2.2 La réaction de la population

C'était la foule qui était apparemment agissante pendant les événements. L'affrontement n'était plus évitable à la troisième journée de la manifestation menée par le K.M.D.A. Certains manifestants ont intensifié les jets de pierres sur les forces de l'ordre qui ont, par la suite, ouvert le feu afin de les empêcher d'avancer. Les têtes pensantes du K.M.D.A. n'ont pas tardé à réagir sur la situation après une brève réunion d'urgence. Elles ont condamné la tuerie tout en ordonnant de nouvelles mesures de sécurité dont la mise en place des barrages tous les 100 mètres à Ambositra depuis la soirée du troisième jour de grève. La projection sur grand écran à Antamponiviny de ce qui se passait à Antananarivo le 7 Février a déclenché la colère de la population, ce qui a poussé le Chef de Région René Rasolofoarimanana, Député d'Ambositra Rakotonirina Lovanantenaina et Sénateur Randimbisoa Jean Chrysostome. D'où, la rupture effective de la relation. Toute la ville d'Ambositra était en effervescence et sous pression.

2.3 Le renvoi des migrants par les natifs

La dichotomie merina/côtiers qui oppose souvent, en politique, l'ethnie merina aux 17 autres ethnies de l'île, est due de la politique de Gallieni, parfaitement rodée mais désormais éculée du régime colonial : « politique des races » et « diviser pour régner ». Malgré le nombre des ethnies à Madagascar environ 18, elles sont plus homogènes. Le plus apparent est l'opposition entre les hautes terres (Merina) et les côtiers (non Merina) en politique. « ... les Merina, une ethnie des Hautes-Terres centrales, et les «Côtiers» - un terme qui désigne d'une manière générale les non-Merina » (Razafindrakoto et al., 2018, p. 323). La région Amoron'i Mania est une zone de réunification Merina et Betsileo où chaque groupe possède simplement sa propre spécificité culturelle régionale.

2.3.1 La fuite des autorités

Les dirigeants ont quitté la ville d'Ambositra. « Les dirigeants sont tous en fuite comme le Député, le Chef de Région et le Sénateur (...) Un ancien acteur politique est incarcéré : c'est lui qui est le patron direct de « Radion'ny gasy » en tout cas, cet ex-élu d'Ambositra vient de se faire arrêter le 22 Février 2011 du côté d'Itaoso » (Rolly Mercia, 2011). De révélation en révélation, l'émetteur dont il s'agissait n'était autre que celui de Malagasy Broadcasting System (MBS.) d'Ambositra. Pendant le régime Ravalomanana, Lovanantenaina Rakotonirina partisane du pouvoir central fut d'abord professeur au Lycée Rakotoarisoa devenu par la suite Chef CISCO, puis Directeur Régional de l'Éducation Nationale (DREN) pour devenir enfin Député. La fin des événements à Ambositra a été caractérisée par la fuite des autorités TIM.

2.3.2 Les natifs sont de retour

La région Amoron'i Mania, sa ville natale, fut la première localité que l'ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka, Tantely Andrianarivo, a visitée officiellement après ses sept années d'exil à l'étranger. Et lui de soutenir : « Mon retour serait [sic] encore impossible s'il n'y avait pas eu le mouvement populaire de 2009 » (Annan, 1998) Certaines personnalités actives au sein de la K.M.D.A. en 2009 ont accédé au pouvoir Chef de Région et membre du Congrès de la Transition (CT). Même les dirigeants considérés comme des membres de groupes de pression arrivaient au pouvoir. Un autre membre du C.T., Razafimandimby Richard était un ancien Président des artisans à Ambositra. Ainsi, Rasolosoa Dolin, un Général natif de la région est élu Président du C.S.T. L'ancien Sénateur du régime Ravalomanana, Randimbisoa Jean Chrysostome est resté membre du Conseil Supérieur de la Transition. Étant natif d'Ambositra, il a pu retourner après 2009 dans la ville. De même, Rakotoarison Bertin, le Maire de la Commune Urbaine d'Ambositra, étant natif du district d'Ambositra est resté en place.

2.4 Organisations des manifestations

Diverses organisations participèrent de loin ou de près dans les manifestations de 2009 à Ambositra.

2.4.1 Le « Komity Manohana ny Demokrasia eto Amoron'i Mania » (K.M.D.A.)

C'était une organisation qui s'est appelée "comité de soutien pour la démocratie d'Amoron'i Mania" (K.M.D.A.) dirigé par un religieux, Père Razafindraibe Philippe Joseph. Par conséquent, des organisations des sociétés civiles, des religieux fusionnent au sein de ce comité. Des fondateurs d'associations figuraient parmi les dirigeants du K.M.D.A. comme le créateur de l'association « Kifagnomba ». C'est une association qui veut rassembler des partis politiques et accéder au pouvoir politique, promotions d'idées politiques comme l'entraide. Alors, les politiciens étaient donc aussi acteurs principaux du mouvement. La radio privée locale, Radio Feon'i Mania (FM 104) jouait le rôle d'intermédiaire entre les dirigeants du K.M.D.A. et la population. C'était dans cette station de radio que ce comité donnait leur programme et mobilise la population. Le K.M.D.A. se présentait en tant que « Tompon'anarandray » et ses membres étaient composés par des natifs de la Région Amoron'i Mania.

C'est l'agnarandray, symbolisant la terre des parents et des ancêtres, cher aux Betsileo qui ont l'obligation morale et matérielle de la faire prospérer (mamelomaso ny agnarandray), de lui donner vie, afin que les autres familles ne puissent pas vous montrer du doigt pour dire que vous n'avez pas pu faire mieux que vos parents. Selon un notable, Razafinarivo Fidèle (Lohahazo Perla Rafidy) : « l'anarandray est comme le « hadim-bary » que le non-propriétaire ne peut pas épuiser » (Ny anarandray dia toy ny

hadim-bary ka tsy harofan'ny tsy tompony). Le « hadim-bary » est l'endroit où les « tompon'anarandray » conservent leurs produits agricoles et notamment le riz dans la période ancienne. Ces notables locaux possèdent un pouvoir qui leur est propre dans la société d'Amoron'i Mania. Par exemple, il a été décidé lors d'une réunion d'organisation du festival Volambetohaka en 2014 que ce sont les Tompon'anarandray et le comité d'organisation local de ce festival qui s'occupent de la réalisation du budget et de sa gestion. Les autorités administratives locales et les élus se chargent de prodiguer conseils, finances et facilitations. Dans la région d'Amoron'i Mania, l'année est divisée en deux périodes : le « volandrimorimo » (du 15 Septembre au 14 Mars. Elle est consacrée aux travaux de champs. Le « volambetohaka » (du 15 Mars au 14 Septembre) est une période de festivité, de construction et de récolte de riz. Le Festival volambetohaka est un festival culturel et artistique spécifique de la région Amoron'i Mania qui a lieu tous les deux ans, durant environ 4 jours successifs et accueillis par l'un des Districts (Ambositra, Ambatofinandrahana, Fandriana, Manandriana).

A chaque réunion, le K.M.D.A. édictent les règles que les partisans devraient suivre. Certains interviewés ont déclaré que le mouvement populaire de 2009 à Ambositra était un conflit ethnique puisque ce ne sont pas des originaires de l'Amoron'i Mania qui dirigeaient la région. Donc, le respect du concept « anarandray » favorise aussi le changement de 2009. Les « Tompon'anarandray » n'acceptent pas que certaines minorités étrangères à la région dominent au pouvoir politique.

2.4.2 La participation de certaines Collectivités Territoriales Décentralisées (C.T.D.)

La participation de certaines Collectivités Territoriales Décentralisées avait été mobilisée, particulièrement du fait que certaines personnalités publiques au sein de ces collectivités étaient membres du comité, telles que le Maire de la Commune Rurale d'Ambositra II, Razafimandimby Désiré a sensibilisé plus particulièrement la population au sein de cette Commune. Il a été élu 3 fois successivement dans cette Commune Rurale.

En outre, il y avait des représentants des dignitaires et de la population venant des trois Districts : Fandriana, Ambatofinandrahana et Manandriana dans toutes les manifestations à Ambositra ville. De nombreux délégués sont venus par la suite de tous les Districts de la Région assister à l'investiture d'Andry Rajoelina le 21 Mars 2009 comme Chef suprême de la HAT.

2.4.3 L'organisation des travailleurs

Les produits étaient en abondance durant le régime Ravalomanana. Cependant les produits TIKO de son entreprise monopolisaient le marché malgache. L'entreprise Afokasoka Malagasy (AFOMA), entreprise créée par feu Herizo Razafimahaleo figure parmi les victimes de l'accaparement par le Président de l'économie. Par crainte du chômage, certains travailleurs de cette entreprise se sont rassemblés pour renforcer la manifestation de 2009 à Ambositra. Les bâtiments du TIKO à Ambositra ont été pillés et brûlés durant cette manifestation.

Il y a eu des artisans qui se sont plaints de la pénurie en matières premières, c'est-à-dire du manque de bois pour leurs ateliers à cause d'une réglementation plus stricte des Eaux et Forêts. Ils se révoltèrent contre les tenants du pouvoir. Certains dirigeants des artisans ont su manipuler leur faiblesse en les poussant à réagir violemment. Certains artisans ont même dit que « la ville d'Ambositra n'est plus la capitale de l'artisanat à Madagascar à cause de cette inexistence des matières premières. ». Les artisans se sont réunis pour réclamer des matières premières. Ainsi, il avait déjà existé une association des artisans depuis 1993 appelée « Fiavotana » mais à cause de cette difficulté à se procurer du bois, cette

association est en voie de disparition. Ce fut même un des griefs qui ont été à l'origine du soulèvement populaire de 2009 à Ambositra, particulièrement violent, pour lequel un des plus lourds bilans a été enregistré avec l'incendie du bureau local du Ministère de l'environnement et des forêts.

2.5 Les caractéristiques des leaders du mouvement

Tout groupement fait émerger des leaders. Les dirigeants du mouvement politique ont leurs propres caractéristiques. Cela accentue le caractère évolutif du mouvement.

2.5.1 Ressemblances des dirigeants du mouvement populaire

Dans ce mouvement populaire, les leaders politiques sont majoritairement des hommes : les femmes sont en général plus conservatrices que les hommes. Ils habitent tous au centre-ville d'Ambositra, plus particulièrement à Andrefantsena du fait que cette zone est le lieu de l'administration et sont également tous originaires de la Région Amoron'i Mania et plus précisément du District d'Ambositra. En outre, ils appartiennent à la même ethnie Betsileo majoritaire, ce qui justifie, à nos yeux, l'importance première du concept de « Tompon'anarandray » et plus généralement la pression exercée par le groupe d'appartenance.

2.5.2 Distribution des caractéristiques

Les Leaders politiques

NOM et Prénoms	Partis politiques et association	Age	Genre	Domicile	Lieu d'origine	Profession	Appartenance ethnique	Appartenance religieuse
Andrianoronirina Daniel	Président communal T.I.M.	54	M	Andrefantsana	Imady	1 ^{er} Adjoint C.U. Ambositra	Betsileo	Protestant
Rakotomandimby Désiré	Coordonnateur régional T.G.V.	45	M	Andrefantsana	Ambositra II	Membre C.T.	Betsileo	E.C.A.R.
Randrianarimalala Evarist	Président régional A.VI.	50	M	Ampivarotano mby	Ambositra I	Enseignant	Betsileo	E.C.A.R.
Simon Nomenjanahary	Président communal Leader Fanilo	46	M	Andrefantsana	Ilaka	Journaliste	Betsileo	E.C.A.R.
Toky Benjamina	Président régional KIFAGNOMBA	30	M	Ambohibary	Andina	Journaliste	Betsileo	Protestant
Raharivelo Daniel	Parti vert	69	M	Andrefantsana	Vinaninoro	Ancien Pdt du Fivondronana et Chef CISCO Ambositra	Betsileo	Protestant

Source : enquête en 2010

L'âge moyen de ces Leaders est un âge adulte, âge actif pour le travail. Le Président du Kifanomba est le plus jeune : il a donc 30 ans. Certains sont fonctionnaires dans l'administration, comme Monsieur Rakotomandimby Désiré qui devient membre du Congrès de la Transition (C.T.) et Monsieur Andrianoronirina Daniel, le premier adjoint de la Commune. Quant à l'appartenance religieuse, les leaders du mouvement se partagent entre protestants et fidèles de l'Eglise catholique romaine. Ils sont généralement diplômés de l'Université dans diverses disciplines.

2.5.3 La puissance de la presse parlée

Il y a une diversité des voies d'accès au leadership (richesse économique acquise, « pouvoir » religieux ...) d'une société à l'autre et les ressources légitimes utilisables dans la concurrence entre prétendants. A Ambositra, il y a un pouvoir qui domine et c'est celui des médias. Le Président de l'association Kifanomba avait été poussé à participer au mouvement par son activité en tant que journaliste. Les membres fondateurs de cette association l'ont aussi choisi comme Président du fait qu'il avait été parmi les premiers journalistes ayant animé le mouvement de 2009. Le Président communal du Leader Fanilo est aussi un journaliste. Cela s'explique par la grande influence exercée par la presse parlée sur la population. Tous deux sont des personnalités reconnues par la population et travaillaient dans la même radio locale. Le Député d'Ambositra, un des leaders du parti TIM, durant son mandat même, était technicien et animateur d'une autre Radio à Ambositra. Le leader le plus charismatique était le principal meneur du mouvement de 2009. Il possède une grande force de persuasion et exerce une grande attraction sur la foule. Et surtout, il est parmi ceux qui ont fondé la Radion'ny Diosezy Ambositra (RDA.). Actuellement, le Père RAZAFINDRAIBE Philippe Joseph est le Directeur de la station Radio Maria Madagascar (F.M. 97).

2.6 Les facteurs des crises politiques

Dans son approche développée dans son rapport de 1998 sur « Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique » (Annan, 1998). Monsieur Koffi Annan, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies avait bien distingué, en effet, « trois catégories de facteurs » d'une crise politique : les facteurs historiques, les facteurs externes et les facteurs internes. . .

2.6.1 Facteurs historiques

La vie politique contemporaine malgache s'est forgée par le passé colonial, voire même dès avant la colonisation. La République est néanmoins le « digne successeur » du régime colonial avec ses injustices, ses censures et son autoritarisme.

En premier lieu, une opposition séculaire existe à Madagascar. Il y existe souvent des discours administratifs séparateurs comme l'utilisation du concept « tribu ». C'est un héritage de l'époque ancienne et insistant sur la dualité monde urbain / monde rural. Cette dernière est amalgamée à l'opposition classique Merina / côtiers héritée de Gallieni. Certaines parties suburbaines de la Commune Urbaine d'Ambositra sont interdites aux Merina pour y résider, comme c'est le cas pour Andriamamahana dans le Fokontany d'Ambalamahaso. Alors, tous les habitants d'Andriamamahana ne peuvent pas vraiment vivre avec les Merina. Certains proverbes marquant une sorte d'exclusion de quelque groupe humain ont été souvent entendus comme: C'est « la tendresse de la glu qui fait périr l'oiseau » (Ny lemilemin-dradity no mahafaty an-dRavorona) (Houlder, 1960, p. 183). Les deux mots glu et oiseau sont personnifiés. Selon le notable, la glu représente les Merina et l'oiseau les Betsileo. Les Merina ont en général une image inquiétante et les Betsileo sont toujours perdants face à eux dans la vie ordinaire. Par conséquent, ces derniers sont considérés comme égoïstes et fourbes. Les discours administratifs coloniaux de l'époque opposaient généralement et d'une manière simpliste deux catégories de population : les évolués (citadins, souvent d'origine merina) et la majorité de la population betsileo rurale fidèle au Fanjakana et à la présence française.

En second lieu, les crises politiques cycliques à Madagascar sont aussi des héritages de l'époque ancienne. Les mouvements anti-merina existaient déjà du vivant d'Andrianampoinimerina (Profita, 2000, p. 208). Les motifs de ce rejet sont la perte d'indépendance après la nouvelle division administrative imposée par Andrianampoinimerina et un parti pro-merina commençait déjà à se former dans la classe des fonctionnaires royaux betsileo. Il y avait donc toujours une lutte sourde contre la domination merina. Il y a eu aussi que le refus de prendre le deuil lors du décès d'Andrianampoinimerina a été la raison principale de l'attaque d'Ambositra par Radama, son fils en 1811. L'occupation par les forces Merina rendait inévitable la capitulation d'Ambositra, puisque sa situation au pied de la montagne empêchait toute fuite. (Profita, 2000, p. 209). Même dans la période coloniale, la répression a été faite surtout par les pro-français qui étaient généralement des Merina et les victimes de cette répression surtout les natifs d'Ambositra. Randriamamonjy Frédéric raconte qu'en janvier 1897, le Gouverneur général a renvoyé les 35 évangélistes protestants merina hors du Betsileo pour lutter contre l'influence de la mission anglaise.

En dernier lieu, l'impact de l'insurrection de 1947 sur le processus électoral reste vivace à Madagascar. Les analyses des anthropologues et des historiens étrangers et malgaches, tels Jennifer Cole ou encore Gérard Althabe, entre autres, ont démontré la persistance de ce phénomène né de l'insurrection de 1947-1948 tout au long de la période républicaine à Madagascar. L'œuvre d'Althabe brille toujours par son actualité. Chacun de ses livres aurait pu être écrit aujourd'hui et la démarche utilisée vaut encore, tout comme le plaisir de redécouvrir ses textes. (Traimond, 2020). La première conséquence en est cette méfiance devenue presque atavique envers toute activité à caractère politique. Un climat de terreur s'était, à l'époque, installé petit à petit dans tout Madagascar. La vie politique est alors entrée en sourdine et les nationalistes, auparavant encore très actifs, arrêtent leurs activités militantes. La population refuse d'aller à contre-courant vis-à-vis du régime établi et de sa position politique. Ainsi, les électeurs ont toujours eu tendance à voter pour les candidats qu'ils considèrent comme des tenants du pouvoir, même de nos jours. Après la contrée de Moramanga, la région d'Amoron'i Mania souffrait et souffre encore de ce syndrome de l'insurrection de 1947. Le parti du pouvoir central dominait aussi dans cette région à l'époque de l'événement de 2009, mais ce dernier fut un sursaut contre cette domination, ce qui explique sa violence.

2.6.2 Facteurs externes

Les facteurs externes rendent également difficile la vie politique actuelle de Madagascar jusqu'à aujourd'hui. Il est indéniable que, pour l'essentiel, les conflits à Madagascar ont généralement été financés par des puissances étrangères qu'ont su habilement s'appuyer sur nos diverses contradictions internes, si elles ne les ont pas suscitées. Il y a eu toujours émergence d'une nouvelle classe prédatrice ayant transformé l'Etat néocolonial en terrain de chasse pour s'emparer des ressources nationales. Ce fut le cas lors de la Première République, de la Deuxième et de la Troisième et maintenant de la Quatrième.

D'abord, Madagascar est au centre de luttes d'influence au plan international. Les attitudes diplomatiques des grandes puissances, notamment de la France et des États-Unis diffèrent considérablement l'une de l'autre face aux crises politiques qui minent Madagascar. Concernant la reconnaissance internationale, la crise de 2002 a montré que la France a été la dernière qui ait reconnu le gouvernement de Ravalomanana ; tandis que les États-Unis, par l'intermédiaire de son Ambassadeur l'a reconnu assez tôt. Leurs diplomates étaient venus spécialement à Ambohitsorohitra après Mahamasina le 26 Juin 2002, fête nationale malgache. Pour la crise de 2009, cela a été le cas contraire : la France s'est vite rattrapée. A Madagascar, la France s'impose partout après les événements de 2009. La controverse

entre la France et Madagascar sur les îles Éparses et en particulier Juan de Nova, cet îlot de 5 km² au milieu de l'océan Indien offre une explication possible à l'engagement de la France dans le soutien au régime de transition (Rakotomalala, 2014). Rakotomalala a posé une question : « Les potentiels de Juan de Nova et de la province malgache, estimés par le rapport de l'USGS à quelque 17 milliards de barils de pétrole et 167 000 milliards de pieds cubes de gaz – soit au niveau de l'Angola, quinzième au classement mondial en termes de réserves – n'intéresseraient-ils donc pas la compagnie française ? ». La France ne cessait pas de consolider sa présence à Ambositra qui a bénéficié d'une nouvelle structure de l'Alliance Française ouverte officiellement le vendredi 17 juin 2011 dans le quartier d'Andrefantsena. Le chantier a débuté en 2008, mais a été suspendu pour des raisons financières cette même année. Les travaux ont repris deux ans plus tard. Nous ne devons pas non plus oublier de mentionner toutes les tentatives de pénétration de la Russie avec le financement de certains candidats lors des élections de 2013. Et on sait également que la Chine a des vues sur Madagascar.

C'est ensuite un souffle du vent de la démocratie. L'année 1989 avait été marquée par la chute du mur de Berlin et la fin du bloc soviétique. Actuellement, la reconnaissance de l'opposition au pouvoir en place semble être une préoccupation politique très largement partagée à travers le monde surtout en Occident. La III^{ème} République qui a suivi la chute du régime Ratsiraka à Madagascar en 1991 fut la conséquence de cette exigence de démocratisation au niveau mondial entraînant l'accès au pouvoir du Professeur Zafy Albert après une courte transition. La révolution socialiste a été remplacée par la démocratie parlementaire libérale. Au niveau central comme au niveau régional, en particulier à Ambositra, réclamer la mise en place de plus de démocratie a été un déclencheur de la manifestation populaire en 2009.

Enfin, il y a eu une révolution orange en 2009. L'orange a été la couleur arborée par les partisans de la manifestation de 2009 à Ambositra. La révolution orange est née d'une série de manifestations politiques ayant eu lieu en Ukraine à la suite de la proclamation le 21 Novembre 2004 du résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle, que de nombreux Ukrainiens ont perçue comme truquée par le gouvernement de Viktor Ianoukovitch et par le puissant clan de Donetsk, dont faisait partie l'oligarque Rinat Akhmetov. La révolution orange malgache de Décembre 2008 a été un plagiat par Andry Rajoelina de la révolution orange ukrainienne de 2004 (Rabetafika, 2010).

2.6.3 Facteurs internes

La nécessité de la gouvernance concertée : actuellement, se mettre en accord pour agir ensemble n'a pas vraiment lieu entre les dirigeants et les opposants. C'est pourquoi, un ouvrage intitulé : « Projet d'appui à la mise en place d'un mécanisme de gouvernement concerté en République de Madagascar » a été élaboré (Randrianarimanana, 2022, p. 50). Même les partis et associations politiques qui se sont réunis au Centre de Conférence International à Ivato Antananarivo les 11, 12, 13 Août 2010 sont convaincus de cela. C'est pourquoi, disent-ils, des crises récurrentes apparaissent à Madagascar. L'article 2 de l'accord politique signé par 87 Chefs de partis et association politiques stipule que : « les partis et associations politiques ont constaté que les crises malgaches survenant à répétition depuis 1972 ont pour cause un manque de vision largement concertée ». (Kneits, 2016, p. 37). Cette conférence nationale est organisée par les « Raiamandreny mijoro » et le CNOSC ou Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile. En 2010, une nouvelle structure nommée les « Raimandreny Mijoro » (litt. « Les pères et mères responsables de la prière », avec le sens « Les notables honnêtes, des sages »)

est institutionnalisée, en intégrant des représentants de la société civile au niveau national et dans les 119 districts. (Kneits, 2016, p. 37).

A la suite de cela, dans l'analyse, on a expliqué quels ont pu être les causes et les effets des conflits politiques des événements de 2009. La stagnation des Malgaches dans l'esprit de souveraineté est considérée comme effet des différends politiques car il y a perpétuation de l'esprit de dynastie. Les villages sont encore dirigés par des Olobe, qui sont perçus comme des Raiamandreny bienveillants.

Les jeunes ont des réactions dynamiques dans les mouvements politiques. Les dirigeants du mouvement de 2009 à Ambositra étaient en majorité des jeunes. Depuis longtemps, certains analystes considèrent la pression démographique comme étant un des facteurs essentiels des conflits politiques. Même Aristote et Platon avaient déjà pensé dans l'Antiquité que l'accroissement excessif de la population entraînait la perturbation politique. La concentration de la population a accentué la tension politique au sein de cette commune d'Ambositra qui est considérée comme foyer de mouvement populaire dans la région Amoron'i Mania comme ce fut le cas en 2002 et 2009.

2.7 Le rôle des agents politiques

Il faut mobiliser politiquement la population. On peut retenir avec François Chazel que la mobilisation politique désigne « la création de nouveaux engagements et de nouvelles identifications - ou quelquefois la réactivation de loyautés et d'identifications oubliées - ainsi que le rassemblement, sur cette base, d'acteurs ou de groupes d'acteurs dans le cadre d'un mouvement social chargé, au besoin par la confrontation directe et éventuellement violente avec les autorités en place, de promouvoir et parfois de restaurer des fins collectives » cité par (Viago, 2007, p. 21,22). C'est un processus de changement du comportement politique dans lequel la population devient active dans ce domaine. Nombreuses sont des stratégies pour atteindre cet objectif à savoir l'essor des médias et de la communication en général pour la mobilisation partisane et électorale. C'est le support de la participation citoyenne. C'est ainsi que l'attention des sociologues s'est d'abord portée non pas sur la mobilisation en tant que telle mais sur le couple modernisation-mobilisation sociale, dans lequel, selon une association inégale, ce dernier concept est destiné à rendre compte de certains aspects de la modernisation ou, si l'on préfère, du passage à la « modernité », posé comme objet central de la recherche et de l'analyse. (Chazel, 1975). George Balandier mentionne par exemple les caractéristiques de la politique moderne. Selon lui « Le parti politique est un instrument modernisant » (Balandier, 2013, p. 212). Il y a aussi les groupes de pression, les Organisations de la Société Civile (O.S.C.), ... D'après toujours cet auteur : « L'idéologie est une expression de la modernité » (Balandier, 2013, p. 214).

2.7.1 Le rôle de l'Etat

Il faut des organisations (institutions) plus structurées, plus développées, à même d'attirer les nouveaux citoyens à adopter une position politique et, à terme, de canaliser leur vote. La démocratie implique la participation de tous à l'organisation de la vie commune (Justitia et Pax, 1988, p. 69). Les Malgaches d'aujourd'hui devraient être sensibilisés pour prendre position dans les organisations politiques. Carine Maillot a commenté l'ouvrage de Nirina Rajaonison intitulé : « Madagascar, IVème République, première démocratie ? ». « Il faut donc impliquer les Malgaches dans la vie politique » selon Rajaonison (Maillot, 2009). L'apparition des partis correspond donc à une étape de l'évolution du mouvement d'émancipation malgache : celle de la popularisation de l'opposition. Selon Crozier : « la capacité d'action d'une société, sa possibilité de se poser des problèmes, de découvrir des solutions et de les

mettre en œuvre, son aptitude à innover dépendent essentiellement de sa richesse institutionnelle » (Crozier, 1970, p. 224). La création des organisations politiques, en particulier des partis d'opposition permet aux membres d'une société d'agir en tant que citoyen, de prendre sa responsabilité au sein de sa société et dans tout le pays. L'opposition est propre à l'institutionnalisation de la discussion. Les notions de « Raiamandreny », de « Fihavanana », et autres, ne signifient absolument pas volonté d'infantiliser la population ni soumission nette dans l'acceptation de tous les abus des « chefs ». Ces notions, sous le prétexte d'authenticité culturelle, sont la plupart du temps bien souvent dévoyées et utilisées par les dirigeants, qu'ils soient traditionnels ou politiques, pour garder leurs divers pouvoirs. Pour promouvoir une véritable opposition politique, il faut pouvoir et savoir les écarter.

A Madagascar, Lucile Rabearimanana a dénoncé l'absence quasi-permanente de la démocratie empêchant l'organisation de l'opposition politique d'agir en toute légalité. Ces bilans sont négatifs notamment sur la quasi-inexistence d'une opposition politique bien organisée (Rabearimanana, 2010). Un autre article signale que : « l'opposition est sur la route menant vers l'extinction » (Andriamanambe, 2011). Tout cela nous permet de prouver la suite logique des phénomènes politiques à Madagascar depuis la période coloniale, jusqu'à maintenant : les tenants du pouvoir politique amenuisaient à l'époque coloniale les nationalistes et actuellement les partis d'oppositions.

Mais, il faut insister sur le fait que l'opposition ne peut être privée de l'espérance du pouvoir. « Seule l'alternance démocratique pourrait donner un autre visage à l'Afrique » (Le Bon, 1905, p. 11; Rabearimanana, 2010) Donc, les dirigeants battus aux élections doivent quitter la place. Ce temps de « liberté politique » que consacre le recours au suffrage populaire, est également celui des partis politiques en tant que principale structure de la lutte politique. Ce sont les consultations électorales qui propulsent donc les partis politiques au-devant de la scène politique à Madagascar ou ailleurs. On peut maintenant s'interroger sur les raisons qui motivèrent à l'époque les autorités administratives locales refusèrent la demande d'autorisation par le parti Tambahra de tenir son conseil national à Ambositra prévu le 22 et 23 août 2008.

2.7.2 Le rôle des institutions de balise : les partis d'opposition

Il y a trois tâches de l'opposition politique : expliciter les différends, valoriser la confrontation dans la mesure du possible et moraliser la discussion.

La première tâche de l'opposition est d'explicitier les différends. En effet, de par leurs natures, ceux-ci sont individuels, ils se manifestent de façon diffuse, contradictoire donc sont difficiles à saisir. L'opposition organisée concentre les critiques de la nation. Elle les ramène à certains griefs auquel le pouvoir établi sera en mesure de répondre. Cette opposition politique jouera le rôle de contrôle pour une meilleure régulation de la démocratie. Les opposants veillent à la régularité de l'action du gouvernement. Les opposants doivent être associés dans une organisation pour limiter l'explosion de la foule. « Conséquences nécessaires de la puissance des foules. - Elles ne peuvent exercer qu'un rôle destructeur ». (Le Bon, 1905, p. 11).

Le second rôle de l'opposition est de valoriser la confrontation dans la mesure du possible. Un vrai parti d'opposition doit choisir des arguments de qualité, les ordonner, les exprimer, c'est donc poser les préliminaires nécessaires au dialogue ou plus exactement au débat. Ils doivent faire des propositions concrètes dans le sens de la recherche d'une évolution positive de la société. La qualité fondamentale de la « Démocratie malagasy » repose sur l'esprit d'union consolidé par le souci du « Fihavanana », concrétisé par un esprit de collaboration (Fiaraha-miasa) ... selon le proverbe malgache : « L'un n'aime

pas chaud, l'autre n'aime pas froid, donc faites tiède pour rester d'accord » («Ny iray tsy tia mafana, ary ny iray tsy tia mangatsiaka; ko ataovy marimaritra hiraisana ») (Houlder, 1960, p. 21,22). L'amélioration des relations entre les acteurs politiques devrait être la finalité de la confrontation.

La troisième fonction de l'opposition est de moraliser la discussion. Elle devra s'abstenir de procéder de manière discutable ou nocive. L'opposition devra donc se conduire comme gouvernement le lendemain. L'opposition est donc saine, elle ne tend pas à rompre le consensus qui est la base de la vie sociale. De ce fait donc, l'opposition doit être limitée c'est-à-dire que la discussion doit rester sur le plan constitutionnel. L'opposition doit être constructive, légale et relative c'est-à-dire offrir des solutions, accepter les compromis raisonnables et efficaces. Il faut valoriser la non-violence. La non-violence est souvent confondue avec le pacifisme ou la résistance passive. Toute forme de violence, à l'instar de celle qui avait régné par exemple en 2009 comme les pillages, les incendies, l'obstruction des voies de communication devrait être abandonnée. Les acteurs de l'opposition politique devraient prendre en compte la non-violence comme stratégie de l'action. Il faut promouvoir les partis politiques, y compris d'opposition, parce que ce sont les intermédiaires entre la population (foule) et les dirigeants.

2.7.3 Le rôle des différents pouvoirs intervenant localement

Dans les pays démocratiques, surtout à partir de 1989, le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil. Les démocraties, qu'elles soient récentes ou plus anciennes, doivent donc redéfinir les rôles et les missions des forces armées (Diamond & Plattner, 1996, p. 6). C'est vrai pour le cas d'Ambositra mais la religion et la société civile sont aussi des institutions très connues dans la région. Lors de l'intronisation du nouvel évêque d'Ambositra, le dimanche 4 septembre 2005, le président malgache, Marc Ravalomanana, présent à la cérémonie, avait déclaré vouloir faire de Madagascar une nation très chrétienne. La déclaration présidentielle a fait l'effet d'une bombe, d'autant que le président ne cache pas son appartenance à l'Église protestante de même pour la déclaration du maire de la Commune urbaine d'Ambositra avant les élections communales de 2007 en se présentant comme « candidat catholique ». Nous estimons que ces institutions devraient être neutres et le rester pour qu'elles puissent exécuter leurs travaux objectivement (médiation). D'ailleurs les natifs de la région Amoron'i Mania ont droit à l'accès au pouvoir politique dans toute la région, et même à l'extérieur. Mais cela ne doit pas signifier que les migrants ne peuvent ni proposer ses candidatures aux élections, ni être dirigeants de la région. Il faudrait renforcer le sentiment d'unité dans le pays. Ce qu'il y a donc à faire en premier lieu, c'est de faire renaître un sentiment national rassembleur.

Les « Tompon'anarandray » ont le droit d'organiser une concertation régionale ou communale en lieu et place d'un dialogue politique. Aujourd'hui, plus que jamais, l'ouverture réciproque entre les cultures est le terrain privilégié pour un dialogue entre les hommes engagés dans la recherche d'un humanisme authentique, par-delà les divergences qui les séparent. La réalisation du proverbe malgache est l'occasion propice pour ce dialogue quand il dit « Faites comme avec les fruits de la forêt : on avale les doux et on jette les amers » Ces conditions sont proposées dans une perspective anthropologique, cherchant aussi à redresser la tendance chez les occidentaux à considérer comme inférieure la culture de peuples lointains, notamment dans les pays dits « en voie de développement » pour mettre en valeur l'ouverture à la différence. La tolérance et le respect du prochain sont les bases élémentaires de la coexistence et de la paix.

3. Conclusion

En somme, la recherche documentaire, l'enquête sur terrain et l'observation directe réalisée en 2011 dévoilent que la crise de 2009 à Ambositra fut surtout due à l'intégration de facteurs externes qui ont perturbé la vie collective. Durant le régime Ravalomanana, il y a eu, par certains côtés, prédominance de l'ethnisation et une vision régionaliste de la vie politique. La manifestation populaire est également, selon nous, la conséquence de la confrontation de la tradition et de la modernité. Les autorités traditionnelles locales ont dirigé cette manifestation pour faire tomber les étrangers au pouvoir dans la région, en invoquant la tradition du Tompon'agnaran-dravy. Ces derniers se sont enfuis et aussi les natifs sont en retour. Aujourd'hui, on reconnaît que la démocratie n'a pas toujours le même sens dans chaque pays. Ce qui va pour un peuple ne convient pas toujours pour l'autre. L'essentiel est que les peuples puissent s'épanouir et s'accomplir selon leur façon de vivre dans la sécurité et la paix sans être soumis au mode de vie de l'autre. De surcroît, c'est sur le fond de la reconnaissance de l'autre que peut se nouer un authentique dialogue des cultures.

Références bibliographiques

- Andriamanambe, Raoto. (2011). Opposition : Une espèce en voie d'extinction. ROI Madagascar, 321, 4.
- Annan, K. (1998). Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique. ONU. <https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/5fzfvq.htm>
- Balandier, G. (2013). Anthropologie politique. Presses Universitaires de France.
- Belloncle, G. (2004). Sept priorités pour développer Madagascar. Foi et Justice.
- Chaigneu, P. (1985). Rivalités politiques et socialisme à Madagascar. Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie modernes,.
- Chazel, F. (1975). La mobilisation politique : Problèmes et dimensions. Revue française de science politique, 3, 502-516.
- Crozier, M. (1970). La société bloquée. Seuil.
- Deleris, F. (1986). RATSIRAKA : Socialisme et misère à MADAGASCAR. L'Harmattan.
- Diamond, L., & Plattner, M. (1996). Le rôle de l'armée en démocratie. Nouveaux horizons.
- Galibert, D. (2009). Mobilisation populaire et répression à Madagascar les transgressions de la cité culturelle. Politique Africaine, 113, 139-151.
- Houlder, J. A. (1960). Ohabolana ou Proverbes Malgaches. Imprimerie luthérienne.
- Justitia et Pax. (1988). Action non-violente dans notre société, (p. 148). Commission nationale.
- Kneits, P. (2016). Fihavanana – La vision d'une société paisible à Madagascar [Halle an der Saale]. Universitätsverlag Halle-Wittenberg.
- Le Bon, G. (1905). Psychologie des foules,. édition électronique de Félix Alcan.
- Maillot, K. (2009). « Essai sociologique sur l'avenir politique de Madagascar. URL: http://www.zinfos974.com/Essai-sociologique-sur-l-avenir-politique-de-Madagascar_a8481.html
- Profita, P. S. J. (2000). Malgaches et malgachitude, Fianarantsoa. Imprimerie Ambozontany.
- Quivy, R., & Campenhoutd, L. van. (1995). Manuel de recherche en sciences sociales. Dunod.
- Rabearimanana, L. (2010). L'opposition depuis l'indépendance, position difficile dans une démocratie introuvable. ROI Madagascar, hors-série de Juin, 40-43.

- Rabetafika, R. (2010). 50 ans de vie politique post-coloniale à Madagascar : L'innommable désastre. <https://rivovary.blogspot.com/2010/01/50-ans-de-vie-politique-post-coloniale.html>
- Raharijatovo, G. (2008). Madagascar 2002 genèse et silences d'une crise,. Imprimerie Catholique Antanimena.
- Rakotomalala, P. (2014). RAKOTOMALALA, Patrick (2014). Madagascar : La crise de 2009 ou les aléas de la diplomatie française. *Afrique contemporaine* 2014, 3(251), 93-105. <https://doi.org/10.3917/afco.251.0093>
- Rakotorahalahy, H. (2015). Crise politique de 2009 et développement socio-économique : Cas de la Commune Urbaine d'Ambositra (Région d'Amoron'i Mania) [Master 2 en sociologie]. Département Sociologie, Université d'Antananarivo.
- Randrianarimanana, P. (2022). Cop 27 : La Chine et l'Afrique sont sur la même longueur d'onde sur la question climatique. TV5 monde. <https://information.tv5monde.com/international/cop27-la-chine-et-lafrique-sont-sur-la-meme-longueur-donde-sur-la-question-climatique?amp>
- Rasamoelina, H. (2007). Madagascar, Etat, communauté villageoises et banditisme rural. Harmattan.
- Razafimandimby, N. (2011). L'Afrique et ses éternels démons. *ROI Madagascar*, 321, 46.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F., & Wachsberger, J.-M. (2018). Madagascar, d'une crise l'autre : Ruptures et continuité. Karthala.
- Rolly Mercia. (2011). "Radion'ny Gasy », outil du terrorisme, l'ex-député d'Ambositra comme patron ! URL : http://www.actumada.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=1136:l-radionny-gasy-r-outil-du-terrorisme-lex-depute-dambositra-comme-patron-&catid=38:extraits-de-journaux&Itemid=29
- Traimond, B. (2020). « Fragments pour une autre anthropologie française : Gérard Althabe contra mundum ». In Bérose-Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie. Bérose : article2077.html
- Urfer, S. (2010). Les régimes successifs ont tout fait pour renforcer le pouvoir des dirigeants, et exclure toute alternance. *ROI Madagascar*, hors-série de Juin, 37-38.
- Viago, K. M. (2007). Crise de la société et mouvements sociaux : Étude des mouvements estudiantins à l'Université de Lomé [Maîtrise en sociologie politique, Université de Lomé]. http://www.memoireonline.com/11/07/668/m_crise-societe-mouvements-sociaux-estudiantins-universite-lome.html